



**Arrêté n° 2025/ICPE/278 portant levée de la mise en demeure
2024/ICPE/287 du 11 septembre 2024
Société NEXSTONE à Chauvé**

LE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 autorisant la société Lafarge Granulats Ouest à exploiter une carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2014 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé à la société Lafarge Granulats France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juin 2017 fixant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé ;

Vu l'arrêté préfectoral du 22 juin 2018 transférant l'autorisation d'exploiter la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé à la société CMGO ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020/ICPE/167 du 13 août 2020 modifiant les conditions de remise en état et prescrivant une surveillance environnementale pour l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « L'Ennerie » à Chauvé ;

Vu l'article VIII.3.1 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié qui dispose que :
« Les seuls déchets admissibles pour le remblaiement du site sont les déchets inertes suivants (au sens de l'annexe II de l'article R541-8 du Code de l'environnement) :

Code déchet	Description	Restriction
17 01 01	Bétons	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 07	Mélanges de béton, briques, tuiles et céramiques	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

	contenant pas de substances dangereuses	
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et de terres et pierres provenant de sites contaminés
15 01 07	Emballage en verre	Triés
19 12 05	Verre	Triés

Vu l'article VIII.3.2 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié qui dispose que :

« L'exploitant met en place une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article VIII.3.2 du présent arrêté.

Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans le tableau de l'article VIII.3.1, l'exploitant s'assure :

- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés y compris pour les apports ponctuels. »

Vu l'article VIII.3.4 de l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2008 modifié qui dispose que :

« L'exploitant met en place une procédure de contrôle de chaque chargement qui comprend a minima les opérations suivantes :

- la vérification de la conformité du chargement avec le document préalable à l'entrée de l'installation ;
- la réalisation d'un premier contrôle visuel à l'entrée de l'installation afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé ;
- le déversement du chargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet ;
- la réalisation d'un deuxième contrôle visuel lors du déchargement du camion ;
- la décision d'acceptation de mise en remblai ou de refus en cas de présence de matériaux indésirables ; en cas de refus, l'exploitant fait recharger les matériaux indésirables dans le véhicule de livraison et l'indique sur le registre prévu à l'article VIII.3.5 ;
- le départ du véhicule de transport des apports après autorisation de mise en remblai des matériaux déchargés »

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier du 2 juillet 2024 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2024/ICPE/287 en date du 11 septembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire du 25 juillet 2025, constatant que la société NEXTONE s'est conformée aux dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisés ;

CONSIDÉRANT en conséquence, que la mise en demeure prononcée par l'arrêté préfectoral du 11 septembre 2024 susvisé peut être levée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/287 du 11 septembre 2024, par lesquels la Société CGMO devenue NEXTONE au 1^{er} janvier 2025, sise au lieu au lieu-dit « L'Ennerie » sur la commune de Chauvé a été mise en demeure de respecter les dispositions des installations qu'elle exploite sur la commune de Chauvé est abrogé.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.
Elle peut faire l'objet, par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement - 246 boulevard Saint-Germain, 75 007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Ile-Gloriette – 44041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : La présente décision sera notifiée à l'exploitant et fera l'objet d'une parution sur le site internet de la préfecture.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de Saint-Nazaire, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, le maire de la commune de Chauvé, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le

7 8 AOUT 2025

**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le sous-préfet de Saint-Nazaire**

Éric DE WISPELAERE

- 8 AOUT 2002